

MARCHE PUBLIC DE TRAVAUX

REGLEMENT DE LA CONSULTATION

(R.C.)
Commun aux 3 lots

Maître de l'ouvrage
COMMUNE DE SCEAUX SUR HUISNE

Objet de la consultation
AMENAGEMENT DU LOTISSEMENT LE CHENE GALON

Remise des offres
Date limite de réception : 16 décembre 2014 Heure limite de réception : 12 h 00

REGLEMENT DE LA CONSULTATION

SOMMAIRE

ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONSULTATION

ARTICLE 2 - CONDITIONS DE LA CONSULTATION

- 2-1 Mode de la consultation
- 2-2 Maîtrise d'ouvrage
- 2-3 Maîtrise d'œuvre
- 2-4 Tranches - Lots- Forme juridique de l'attribution- Sous-traitance
- 2-5 Mode de règlement
- 2-6 Compléments à apporter au C.C.T.P.
- 2-7 Variante(s)-Option(s)
- 2-8 Durée du marché- Délai d'exécution
- 2-9 Modification de détail au dossier de consultation
- 2-10 Délai de validité des offres
- 2-11 Propriété intellectuelle des projets
- 2-12 Dispositions relatives aux travaux intéressant la défense
- 2-13 Garanties particulières pour matériaux de type nouveau
- 2-14 Sécurité et protection de la santé des travailleurs

ARTICLE 3 - PRESENTATION DES OFFRES

- 3-1 Documents fournis aux candidats
- 3-2 Composition de l'offre à remettre par les candidats

ARTICLE 4 - ELIMINATION DES CANDIDATS ET JUGEMENT DES OFFRES

- 4-1 Elimination des candidats
- 4-2 Jugement des offres

ARTICLE 5 - VERIFICATION DE LA REGULARITE FISCALE ET SOCIALE

ARTICLE 6 - CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DES OFFRES

ARTICLE 7 - RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

ARTICLE PREMIER - OBJET DE LA CONSULTATION

Les travaux, objet de la présente consultation, relèvent de la catégorie 2 au sens du Code du Travail (loi n°93-1418 du 31 décembre 1993 et décr et 94-1159 du 26 décembre 1994).
La consultation concerne l'opération suivante :

Aménagement du lotissement LE CHENE GALON

A titre indicatif les travaux commenceront **fin février 2015**.

La description des ouvrages et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.).

ARTICLE 2 - CONDITIONS DE LA CONSULTATION

2-1-MODE DE LA CONSULTATION

Le présent appel d'offres est en procédure adaptée et soumis aux dispositions du Code des Marchés Publics : article 28.

2-2-MAITRISE D'OUVRAGE

La maîtrise d'ouvrage est assurée par :

Commune de SCEAUX SUR HUISNE
02, avenue de Bretagne
72160 SCEAUX SUR HUISNE

2-3-MAITRISE D'ŒUVRE

La maîtrise d'œuvre sera assurée par :

LOTS 1 et 2 :	I.R.P.L.	LOT 3 :	Paysage Concept
	7 bis, rue de Belle île		« Chanteloup »
	72 190 COULAINES		72 210 SOULIGNE-FLACE

2-4-TRANCHES- LOTS- FORME JURIDIQUE DE L'ATTRIBUTION- SOUS-TRAITANCE

Les travaux seront réalisés en deux phases :

Phase 1 : Terrassements, assainissement et noue, réseaux divers, couches de forme et de fondation et enduit bicouche.

Phase 2 : Bordures, ouvrages d'assainissement (BE, grilles), couche de roulement et signalisation.

2-4-1-Décomposition en tranches

Sans objet.

2-4-2-Décomposition en lots

Les travaux sont répartis en 3 lots de travaux désignés ci-après. Chaque marché sera conclu soit avec un entrepreneur unique, soit avec des entrepreneurs groupés solidaires. Chaque candidat peut remettre une offre chiffrée pour chaque lot qu'il souhaite se voir attribuer.

Lot 1 : Terrassements, Voiries, Assainissement EP-EU et signalisation
Lot 2 : Tranchées communes, réseaux BT, FT et éclairage public
Lot 3 : Aménagements paysagers

2-4-3-Forme juridique de l'attribution

Chaque marché sera conclu soit avec un entrepreneur unique, soit avec des entrepreneurs groupés solidaires.

2-4-4-Sous-traitance

Il est rappelé qu'en application de l'article 5 de la Loi N° 75-1334 du 31 décembre 1975, l'entrepreneur doit, lors de sa soumission, indiquer au Maître de l'Ouvrage dans l'acte d'engagement la nature et le montant de chaque prestation qu'il envisage de sous-traiter. Le Maître de l'Ouvrage acceptera de réduire le nantissement conformément à l'article 9 de la Loi précitée, à concurrence de la part que l'entrepreneur se propose de sous-traiter si les conditions définies à l'article 5 de la Loi ont été remplies.

2-5-MODE DE RÈGLEMENT

2-5-1 Mode de règlement

Le mode de règlement choisi par le maître d'ouvrage est le virement. Les références du compte bancaire où les paiements seront effectués sont à indiquer à l'article 4 de l'acte d'engagement.

2-6-COMPLÉMENTS À APPORTER AU C.C.T.P.

Les candidats n'ont pas à apporter de complément au cahier des clauses techniques particulières.

2-6-1- Solutions de base

Le dossier de consultation comporte une solution de base. Les candidats devront répondre obligatoirement à la solution.

2-7-VARIANTES-OPTIONS

2-7-1-Variantes

Les candidats peuvent présenter des propositions supplémentaires comportant des variantes techniques dans les conditions fixées par l'article 50 du Code des Marchés Publics.

Ces variantes pourront concerner notamment la structure de chaussée, les équipements d'éclairage public et le mobilier urbain.

Les variantes feront l'objet d'un acte d'engagement distinct et seront accompagnées des mêmes pièces justificatives que celles prévues pour la solution de base, mais adaptées à la variante proposée.

Le mémoire explicatif devra présenter de façon détaillée les produits proposés et leurs caractéristiques techniques.

2-7-2-Options

Sans objet.

2-8-DURÉE DU MARCHÉ - DÉLAI D'EXÉCUTION

Les délais d'exécution sont fixés dans l'acte d'engagement.

2-9-MODIFICATION DE DÉTAIL AU DOSSIER DE CONSULTATION

Le maître de l'ouvrage se réserve le droit d'apporter au plus tard 8 jours avant la date limite fixée pour la remise des offres, des modifications de détail au dossier de consultation

Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir n'élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

2-10-DÉLAI DE VALIDITÉ DES OFFRES

Le délai de validité des offres est fixé à 90 jours à compter de la date limite fixée pour la remise des offres.

2-11-PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE DES PROJETS

Sans objet.

2-12-DISPOSITIONS RELATIVES AUX TRAVAUX INTÉRESSANT LA DÉFENSE

Sans objet.

2-13-GARANTIES PARTICULIÈRES POUR MATÉRIAUX DE TYPE NOUVEAU

Si l'entrepreneur propose, dans son offre, d'utiliser des matériaux et fournitures de type nouveau, le maître de l'ouvrage se réserve le droit d'introduire dans le cahier des clauses administratives particulières la clause suivante *"L'entrepreneur garantit le maître de l'ouvrage contre la mauvaise tenue du (des) matériau(x) et fourniture(s) ci-après, mis en œuvre sur la proposition pendant le délai de 12 mois à partir de la date d'effet de la réception des travaux correspondants"*.

Cette garantie engage l'entrepreneur dans le cas où, pendant ce délai, la tenue du (des) matériau(x) et fourniture(s) ne serait pas satisfaisante, à le(s) remplacer à ses frais sur simple demande du maître de l'ouvrage.

2-14-SÉCURITÉ ET PROTECTION DE LA SANTÉ DES TRAVAILLEURS

A - Le chantier étant soumis aux dispositions de la loi n°93-1418 du 31 décembre 1993 et des textes pris pour son application, sont joints au présent dossier de consultation :

- le Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé (P.G.C.S.P.S.) ;
- Les modalités pratiques de coopération entre le coordonateur SPS et les intervenants.

B - Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé (P.P.S.P.S.).

- Le chantier est soumis aux dispositions de la section 5 du décret n° 94-1159 du 26 décembre 1994.
- L'/Les entreprise(s) retenue(s) et ses/leurs sous-traitants éventuels seront tenus notamment de remettre au coordonnateur S.P.S. un Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé.

ARTICLE 3 - PRÉSENTATION DES OFFRES

Le dossier de consultation est à retirer par chaque candidat auprès de :

VAL D'HUISNE COPY
49, avenue du Général De Gaulle
72400 LA FERTE BERNARD
Tél : 02 43 60 30 13

Les frais de reprographie sont à la charge du candidat.

Si le candidat souhaite recevoir le dossier, les frais de port seront à sa charge (envoi contre remboursement des frais de port).

En application des articles 40-III 1° et 40-IV 1°, le dossier de consultation est téléchargeable sur le site **www.sarthe-marchespublics.fr**

Les offres des candidats seront entièrement rédigées en langue française ainsi que les documents de présentation associés. Il est rappelé que le ou les signataires doivent être habilités à engager le candidat.

3-1- DOCUMENTS FOURNIS AUX CANDIDATS

Le présent dossier de consultation est constitué par :

- Le présent Règlement de Consultation,
- L'Acte d'Engagement propre à chaque lot,
- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.),
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.),
- Le Bordereau des Prix (B.P.), propre à chaque lot,
- Le Détail Estimatif (D.E.), propre à chaque lot,
- Le P.G.C. (PGCSPS),
- Le Dossier de Plans.

3-2- COMPOSITION DE L'OFFRE À REMETTRE PAR LES CANDIDATS

Le dossier à remettre par chaque candidat sera placé sous enveloppe cachetée.

Il comprendra les pièces suivantes :

A - Justifications à produire quant aux qualités et capacités des candidats et assurance

- La lettre de candidature (**imprimé DC1**).

Note importante : En cas de soumission d'un groupement d'entreprises, la lettre de candidature vaut également habilitation du mandataire à signer seul les documents du marché au sens des termes de l'article 51 du CMP. Elle devra donc comporter la liste de tous les co-traitants et être revêtue de leur signature. Un défaut de signature des co-traitants entraînera la nullité de l'offre.

- En application des articles 44 et 45 du Code des Marchés Publics, le dossier comprendra les renseignements suivants (**Déclaration DC2**) :

Nota : Tous les membres d'un groupement ainsi que les sous-traitants désignés doivent fournir cette déclaration et les pièces annexes.

- une liste de prestations similaires au marché ;
- les justifications sur les moyens dont dispose le candidat en personnel et matériel ;
- les certificats de qualifications professionnelles. La preuve de la capacité de l'entreprise peut être apportée par tout moyen, notamment par des certificats d'identité professionnelle ou des références de travaux attestant de la compétence de l'entreprise à réaliser la prestation pour laquelle il se porte candidat ;
- si le candidat est en redressement judiciaire, la copie du ou des jugements prononcés à cet effet ;
- la déclaration sur l'honneur mentionnée aux articles 44 et 45 du Code des Marchés Publics, dûment datée et signée, justifiant :
 - qu'il a satisfait aux obligations fiscales et sociales,
 - qu'il n'a pas fait l'objet d'une interdiction de concourir,
 - qu'il n'a pas fait l'objet au cours des cinq (5) dernières années d'une condamnation inscrite au bulletin n° 2 du Casier Judiciaire pour les infractions visées aux articles L.324-9, L.324-10, L.341-6, L.125-1 et L.125-3 du Code du Travail.

- Pour le candidat établi dans un Etat membre de la Communauté Européenne ou dans un pays tiers devra produire un certificat selon les dispositions de l'article 46 du Code des Marchés Publics.

- Les attestations d'assurance responsabilité civile et responsabilité décennale.

B - Un projet de marché comprenant :

- **Un acte d'engagement**,
cadre ci-joint à compléter , dater et signer par le(s) représentant(s) qualifié(s) de l'/des entreprise(s), (A.E.) ;

Cet acte d'engagement sera accompagné éventuellement par les demandes d'acceptation des sous-traitants, et d'agrément des conditions de paiement, pour tous les sous-traitants désignés au marché (annexe de l'acte d'engagement en cas de sous-traitance).

Que des sous-traitants soient désignés ou non au marché, le candidat devra indiquer dans l'acte d'engagement le montant des prestations qu'il envisage de sous-traiter et, par différence avec son offre, le montant maximal de la créance qu'il pourra présenter en nantissement ou céder.

- **Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.)**,
cahier ci-joint à accepter sans modification ;

- **Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.)**,
cahier ci-joint à accepter sans modification ;

- **Bordereau des Prix (B.P.)**,
ci-joint à compléter et signer ;

- **Détail Estimatif (D.E.)**,
ci-joint à compléter et signer ;

- **Plan Général de Coordination (P.G.C.)**
Joint ultérieurement à compléter et signer ;

- **Mémoire explicatif du chantier**

ce document comprendra au minimum les renseignements suivants :

- personnels et matériels affectés au chantier,
- références de chantiers similaires,
- organisation générale du chantier (phasage du chantier, etc ...),
- gestion de la signalisation temporaire,
- planning prévisionnel du chantier sous forme de tableau,
- description détaillée des matériaux mis en oeuvre,
- gestion des matériaux issus des terrassements (lots 1 et 2),
- maintien de la propreté du chantier.

C – Documents explicatifs :

Si stipulé dans le C.C.T.P. propre au lot pour lequel il remet une offre, le candidat devra fournir, à l'appui de celle-ci, une documentation technique sur le matériel proposé.

ARTICLE 4 - ELIMINATION DES CANDIDATS - JUGEMENT DES OFFRES

4-1-ELIMINATION DES CANDIDATS (ARTICLE 52 DU C.M.P.)

Lors de l'ouverture des plis, les conditions d'élimination et critères de jugement des capacités des candidats seront les suivants :

- candidats non recevables en application des articles 43 et 47 du Code des Marchés Publics et n'ayant pas fourni l'attestation sur l'honneur mentionnée à l'article 3.2-A du présent règlement ;
- candidats dont les garanties professionnelles et techniques par rapport à la prestation, objet de la consultation, sont insuffisantes ;
- les offres inappropriées au sens du 3° du II de l'article 35 du CMP seront éliminées.

En cas d'oubli ou de production incomplète de ces pièces, la personne responsable du marché peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou de compléter ces pièces dans un délai maximum de 3 jours.

Pour les groupements, l'appréciation des capacités professionnelles, techniques et financières des membres du groupement est globale.

En cas de sous-traitance, si le candidat souhaite justifier ses capacités professionnelles, techniques et financières, il peut demander que soient également prises en compte les capacités professionnelles, techniques et financières d'un ou de plusieurs sous-traitants. Dans ce cas, il doit justifier des capacités du ou des sous-traitant(s) et du fait qu'il en dispose pour l'exécution du marché.

Les enveloppes contenant les offres des candidats non retenus par la Commission d'Appel d'Offres seront renvoyées à leurs auteurs.

4-2-JUGEMENT DES OFFRES

Les offres de chaque candidat seront analysées suivant l'examen de la conformité des réponses aux documents de consultation.

A la suite de cet examen, le Pouvoir Adjudicateur pourra engager des négociations.

Après classement des offres conformément aux critères pondérés définis ci-dessous, l'offre économiquement la plus avantageuse sera choisie par le Pouvoir Adjudicateur.

Les critères d'attribution du marché seront pondérés comme suit :

1. **Mémoire technique : 40 %**
2. **Montant de la prestation : 60 %**

Le critère « technique » est noté sur 40. Il est décomposé de la façon suivante :

LOTS 1 ET 2 : Terrassement-voirie-assainissement-signalisation

- | | |
|--|------|
| • personnels et matériels affectés au chantier | : 2 |
| • références de chantiers similaires | : 5 |
| • organisation générale du chantier (phasage du chantier, etc ...) | : 10 |
| • gestion de la signalisation temporaire | : 2 |
| • description détaillée des matériaux mis en œuvre | : 8 |
| • gestion des matériaux issus des terrassements | : 1 |
| • maintien de la propreté du chantier | : 2 |
| • planning prévisionnel du chantier sous forme de tableau | : 5 |
| • durée des travaux | : 5 |

LOT 3 : Aménagements paysagers

• personnels et matériels affectés au chantier	: 2
• références de chantiers similaires	: 5
• organisation générale du chantier (phasage du chantier, etc ...)	: 5
• gestion de la signalisation temporaire	: 2
• description détaillée des matériaux et végétaux mis en œuvre	
et fourniture de la fiche du CCTP complétée	: 8
• maintien de la propreté du chantier	: 5
• planning prévisionnel du chantier sous forme de tableau	: 3
• durée des travaux	: 10

Le critère « prix » est noté sur 60. La note est obtenue en appliquant la formule :

$$\text{Note n}^2 = (\text{Offre la plus basse} / \text{Offre}) \times 60$$

Dans le cas où des erreurs de multiplication ou d'addition seraient constatées dans la décomposition des prix figurant dans l'offre d'un candidat, le maître de l'ouvrage pourra demander une confirmation de prix.

Si le candidat concerné est sur le point d'être retenu, il sera invité à rectifier la décomposition des prix ainsi que le prix global figurant sur l'Acte d'Engagement. En cas de refus son offre sera éliminée.

Lors de l'examen des offres, le maître de l'ouvrage se réserve la possibilité de se faire communiquer les décompositions ou sous détails des prix ayant servi à l'élaboration des prix, qu'elle estimera nécessaires.

Le Pouvoir Adjudicateur pourra, à tout moment, ne pas donner suite à la procédure pour des motifs d'intérêt général. Les candidats en seront informés.

ARTICLE 5- VÉRIFICATION DE LA RÉGULARITÉ FISCALE ET SOCIALE

Le candidat retenu sera invité par la personne responsable du marché à produire les certificats mentionnés à l'article 46 du Code des Marchés Publics, preuve qu'il est en règle au regard de ses obligations fiscales et sociales.

Le délai de production des certificats est fixé à huit jours à compter de la notification de la demande.

Dans l'hypothèse où le prestataire ne peut fournir ces documents dans ce délai, son offre sera exclue sans possibilité de régularisation et la personne responsable du marché présentera la même demande de production de ces pièces au second de la liste conformément au classement des offres opéré par la Commission d'appel d'offres (et ainsi de suite si tel était le cas en suivant l'ordre de la liste).

ARTICLE 6- CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DES OFFRES

6-1-OFFRE REMISE PAR COURRIER

Les candidats transmettent leur offre sous pli cacheté portant l'adresse et les mentions suivantes :

**Commune de SCEAUX SUR HUISNE
02, avenue de Bretagne
72160 SCEAUX SUR HUISNE**

Offre pour :

Aménagement du lotissement LE CHENE GALON

Lot n°:

NE PAS OUVRIR AVANT LA SEANCE D'OUVERTURE DES PLIS

Les offres devront être :

- Soit envoyées par la poste à l'adresse ci-dessus, par pli recommandé avec accusé de réception postal;
- Soit remises contre récépissé, avant la date et l'heure limites, à :

**Commune de SCEAUX SUR HUISNE
02, avenue de Bretagne
72160 SCEAUX SUR HUISNE**

Les propositions doivent être remises avant le 16 décembre 2014 à 12 h 00

Les dossiers **qui parviendraient à un autre service** que celui ci-dessus **ou après** la date et l'heure limites fixées ci-dessus, ainsi que ceux parvenus sous enveloppe non cachetée, **ne seront pas retenus et seront renvoyés à leurs auteurs.**

6-2-OFFRE REMISE PAR VOIE ELECTRONIQUE

La remise des offres peut être effectuée électroniquement sur le site :

www.sarthe-marchespublics.fr

Article 7 - RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES

Pour obtenir tous renseignements techniques complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront faire parvenir au plus tard 10 jours avant la date limite de remise des offres, une demande écrite à :

Renseignements administratifs

**Commune de SCEAUX SUR HUISNE
02, avenue de Bretagne
72160 SCEAUX SUR HUISNE**

☎ 02 43 93 40 12 📠 02 43 71 78 10

Renseignements techniques

Lots 1 et 2 :

Ingénierie Routière des Pays de Loire

7 bis, rue de Belle île
72 190 COULAINES

☎ 02.43.81.72.01 📠 02.43.76.91.55

Lot 3 :

Paysage Concept

« Chanteloup »
72 210 SOULIGNE-FLACE

☎ 02.43.21.82.73 📠 02.43.21.82.74

Une réponse sera alors adressée en temps utile à tous les candidats ayant retiré le dossier.

Voies et délais de recours

Instance chargée des procédures de recours :

Tribunal Administratif de Nantes
6, allée Ile Gloriette – BP 24111 – 44041 NANTES Cedex

Tél : 02 40 99 46 00 – Fax : 02 40 99 46 58 – E-Mail : greffe.ta.nantes@juradm.fr
<http://www.ta-nantesjuradm.fr>

Détails d'introduction des recours :

Articles L551-1 à L551-4 du Code de justice administrative pour le référé précontractuel qui peut être exercé depuis le début de la procédure de passation jusqu'à la signature du contrat.

Articles L551-13 à L551-23 du Code de justice administrative pour le référé contractuel qui peut être exercé dans les 6 mois à compter de la date de signature du contrat, délai réduit à 1 mois en cas de publication d'un avis d'attribution.

Articles R421-1 à R421-7 du Code de justice administrative pour un recours contentieux qui peut être exercé dans les 2 mois à compter de la notification ou publication de la décision de rejet de l'organisme. Recours de pleine juridiction ouvert aux concurrents évincés : 2 mois à compter de la date à laquelle la conclusion du contrat est rendue publique.